



## Communiqué de Presse



### Accès au site internet :

[www.fo-metiaux.com](http://www.fo-metiaux.com) ou [www.fo-metiaux.org](http://www.fo-metiaux.org)

### Quel futur pour Vallourec ?

Suite aux annonces du groupe Vallourec le 1<sup>er</sup> février quant à la suppression de 850 emplois en France et à la recapitalisation du groupe avec l'aide de la BPI, la Fédération FO de la métallurgie s'insurge contre un plan qui comprend des suppressions d'emplois et qui fait, une nouvelle fois, payer les erreurs stratégiques de l'entreprise aux salariés.

Ces erreurs ne pouvaient-elles pas être évitées ? Vallourec a récemment engagé des investissements colossaux afin de se rapprocher des marchés qu'il considérait comme porteurs, tels le Brésil et les Etats-Unis. Pour y parvenir, le groupe a eu massivement recours à la dette, grevant ainsi lourdement ses finances et se mettant à la merci du moindre coup de vent. La bourrasque a pris la forme d'une chute du prix du baril, une variable dont la stabilité aurait dû garantir la réalisation de ses plans industriels. De plus, cet écroulement du prix du brut a dévoilé des surcapacités chez Vallourec que la situation en apparence maîtrisée avait occulté jusque-là. Aujourd'hui, force est de constater le caractère irréaliste de ce pari hors d'échelle et presque irresponsable, qui a finalement échappé au contrôle de la direction. Il en résulte, depuis près d'une année, une navigation à vue dont les PSE successifs et inefficaces sont les révélateurs. Que faut-il pour qu'enfin des mesures industrielles et sociales soient prises afin d'assurer la pérennité des sites et des emplois en France ?

Aujourd'hui, alors que des outils pourraient être arrêtés et que plusieurs établissements sont menacés de fermeture (notamment Cosne-sur-Loire, Deville et Saint-Saulve), de démantèlement ou de revente, c'est aussi une impression d'incohérence qui domine. En effet, alors que l'emploi est plus que menacé chez Vallourec, le groupe annonce, dans le même temps une recapitalisation d'un milliard d'euros, dont plus de la moitié serait fournie par la Banque Publique d'Investissement (BPI), déjà actionnaire à 7 %, ainsi que par le groupe japonais Nippon Steel Sumitomo et le reste par les actions du groupe. Si la décision est validée par le conseil d'administration de Vallourec, l'argent public viendrait alors financer un PSE ! Si pour FO Métaux l'action de la BPI est indispensable et doit se développer, elle ne peut se faire que pour soutenir l'emploi et l'industrie en France, et certainement pas pour aider un groupe à se désengager de notre pays.

La Fédération FO de la métallurgie apporte son soutien à l'ensemble des salariés de Vallourec de tous les sites concernés, et demande aux pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités pour pérenniser l'emploi et l'industrie, et ne pas cautionner une telle opération sans véritables contreparties.

Paris, le 3 février 2016

#### Contacts :

Lionel BELLOTTI : Secrétaire Fédéral - 01.53.94.54.00

Franck VERIE : Délégué Syndical Central : 07.85.25.19.12

Nicolas BALISTRERI : Représentant Syndical : 06.78.68.18.42